

Jalon 31

Des mécanismes permettent aux **personnes en situation d'insécurité alimentaire grave et modérée** d'accéder à des aliments **sains, durables et adaptés**, sans stigmatisation et sans dépendre des pertes et gaspillage alimentaires

Selon la FAO, l'insécurité alimentaire se définit par un accès irrégulier et insuffisant à des aliments sains et nutritifs, empêchant ainsi une personne d'avoir un développement normal et une vie saine et active. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire modérée peuvent devoir réduire leurs portions ou encore sauter des repas. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire grave se retrouvent parfois sans nourriture, au point de ne pas pouvoir s'alimenter une journée complète. En d'autres termes, ces personnes sont en mode survie.

Pourquoi ce jalon ?

- Le dépannage alimentaire est l'initiative d'aide la plus courante. Ce type d'initiative permet de soulager la faim temporairement, mais le contenu du panier est rarement nutritif et varié. Son recours s'accompagne souvent d'un sentiment de gêne ou de honte chez les bénéficiaires. De plus, les personnes y ayant recours n'ont pas toujours le choix de produits en adéquation avec leurs goûts, leur culture et leurs valeurs.
- Les services d'aide alimentaire traditionnels bénéficient grandement des programmes de récupération alimentaire pour s'approvisionner. Non seulement ce système ne permet pas de réduire à la source les pertes et le gaspillage alimentaires, mais il contribue à le légitimer. Cela contribue à créer également un système d'approvisionnement parallèle, celui des personnes en situation de vulnérabilité devant être nourries à partir du « gaspillage des autres » (Paturel et Ramel, 2017).

Niveau d'avancement



Qui doit être mobilisé ?



Gouvernements : notamment la Direction de la santé publique



Société civile : organismes communautaires



Établissements d'enseignement, de recherche et d'expertise



Personnes et organisations consommatrices



Organismes de financement

Comment pourrait-on s'y rendre ?

- **Adopter une loi-cadre garantissant le droit à une alimentation saine et durable** (voir jalon 18). Celle-ci permettrait d'énoncer des objectifs en termes de sécurité alimentaire et de rendre imputable le gouvernement, peu importe le ou les partis au pouvoir.

- **Subventionner et encourager la recherche** sur l'insécurité alimentaire. Afin de pouvoir approfondir les causes et proposer des mesures appropriées, il serait essentiel d'avoir un portrait plus complet et détaillé de l'insécurité alimentaire au Québec. L'évaluation des différentes mesures d'aide alimentaire et leurs impacts serait particulièrement pertinente pour faciliter la prise de décision.
- **Favoriser la participation et la contribution** d'une diversité de personnes ayant vécu en situation d'insécurité alimentaire (ex. personnes en situation de handicap, différentes communautés culturelles, groupes d'âge différents, etc.) dans l'élaboration de politiques et de projets les concernant.
- **Mettre en place un programme de repas gratuits dans le milieu institutionnel** (voir jalon 15). Cela permettrait aux enfants, aux jeunes et à d'autres personnes en situation d'insécurité alimentaire d'avoir accès à des repas sains et durables sans stigmatisation.
- **Faire la promotion de la pratique de la tarification sociale.** De plus en plus d'initiatives proposent des prix modulés selon la capacité de paiement ou encore un système de contribution volontaire. Certaines reposent sur la bonne foi et l'esprit de communauté, et non sur des preuves de revenu. Par exemple, des fermes soutenues par la communauté (ASC) en Allemagne proposent à leurs membres de choisir individuellement la cotisation qu'ils sont prêts à payer, pourvu que la somme totale atteigne le seuil nécessaire pour le bon fonctionnement de la ferme.
- **Améliorer les programmes d'aide alimentaire d'urgence.**
 - Offrir la possibilité aux personnes de choisir les aliments qui leur conviennent, comme à l'épicerie (ex. Marché Bon Accueil), ou encore au marché local (ex. coupons nourriciers).
 - Offrir de l'aide alimentaire dans un environnement mobilisant, en s'inspirant notamment du modèle des centres communautaires d'alimentation (Community Food Centres) tels que Le Dépôt et le Carrefour solidaire, qui visent à créer une solidarité sociale en plus de favoriser « l'empowerment » de la communauté.
 - Repenser les campagnes de dons et encourager la population et les organisations à donner de l'argent plutôt que des aliments. Sensibiliser le public au besoin des organismes de pouvoir offrir des aliments plus variés, frais, sains et durables.
- **Assurer un financement adéquat** pour les différents programmes et initiatives visant à réduire l'insécurité alimentaire de façon durable.
- **Adopter des mesures supplémentaires pour lutter contre les pertes et le gaspillage alimentaires**, en privilégiant les solutions de réduction à la source afin que le don de denrées à des fins charitables ne soit plus une solution privilégiée pour éviter les pertes (voir jalon 54).

Qu'est-ce qui peut faciliter ce changement ?

- **L'intérêt des fondations philanthropiques pour l'impact collectif et l'innovation sociale.** Des fondations réfléchissent à de nouvelles façons de soutenir le milieu communautaire et l'entrepreneuriat social afin de lutter contre la pauvreté de façon durable.
- **La reconnaissance du rôle des municipalités** pour créer des environnements favorables aux saines habitudes de vie.

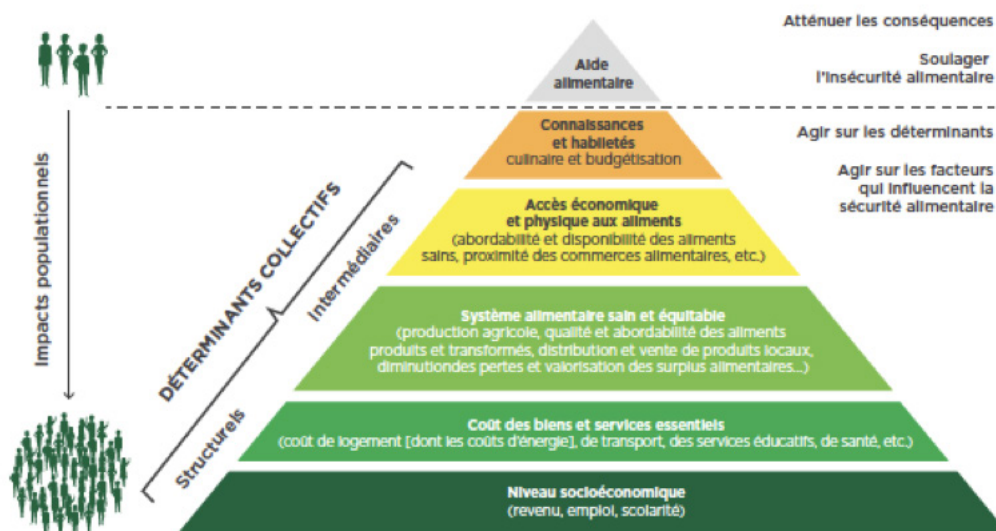
Qu'est-ce qui peut freiner sa mise en œuvre?

- **Le système des banques alimentaires et l'approvisionnement issu de la récupération alimentaire sont bien établis**, la résistance au changement pourrait donc être très importante. Le don alimentaire légitime le modèle d'affaires du système agroindustriel conventionnel, qui fonctionne avec des surplus. L'aide alimentaire traditionnelle est souvent perçue comme efficace et efficiente pour lutter contre la faim, alors que ce n'est qu'une solution à court terme.
- **La charité est une approche particulièrement valorisée** pour soutenir les personnes en situation de vulnérabilité. Les organisations et les individus sentent ainsi avoir un pouvoir d'action concret sur la faim avec le don alimentaire.
- **Le désengagement de l'État.** L'insécurité alimentaire est un enjeu complexe qui s'inscrit dans la lutte à la pauvreté. Peu de gouvernements souhaitent s'y attaquer profondément, la tâche est reléguée par défaut au milieu communautaire et aux organisations caritatives et religieuses. La demande en paniers d'urgence tend à augmenter chaque année.
- **Le sous-financement chronique du milieu communautaire.** Il est difficile de développer de nouvelles initiatives ou de les améliorer lorsque les organismes sont parfois eux-mêmes en état de grande précarité.
- **L'invisibilité des personnes concernées**, qui prennent très peu de place dans le débat public.
- **L'augmentation de l'insécurité alimentaire à la suite de crises** (pandémie, guerre en Ukraine, etc.), qui pourrait favoriser les solutions d'urgence (aide alimentaire) plutôt qu'une réflexion systémique sur le long terme.

Qu'est-ce qu'il reste à éclaircir?

- Certains spécialistes évoquent que les problèmes d'insécurité alimentaire peuvent être soulagés mais pas résolus par le milieu communautaire et les organismes charitables. L'intervention des gouvernements semble essentielle puisque beaucoup de facteurs favorisant l'insécurité alimentaire sont d'ordre socio-économique. Toutefois, jusqu'à quel point les politiques et le financement public de la lutte à la pauvreté peuvent-ils réduire les situations d'insécurité alimentaire?

Figure 1 - Pyramide d'impacts populationnels des interventions en matière de sécurité alimentaire



Chénier (2019) dans Table québécoise sur la saine alimentation et al. (2021)

Ressources

[Fournier, F. \(2018\). Le réemploi alimentaire : un levier pour l'accès à une saine alimentation pour les populations défavorisées?](#)

[Brisebois, É. et al. \(2021\). Mémoire. Consultation publique sur la cessation du gaspillage alimentaire](#)

[Paturel, D. et Ramel, M. \(2017\). Éthique du care et démocratie alimentaire : les enjeux du droit à une alimentation durable](#)

[Tarasuk, V. et al. \(2022\). Household food insecurity in Canada, 2021](#)

[Rideout, K. et al. \(2007\). Bringing home the right to food in Canada: challenges and possibilities for achieving food security](#)

[Saul, N. \(2017\). Stop trying to solve hunger with corporate food waste. Huffpost](#)

[Tarasuk, V. et al. \(2018\). Commentary — The case for more comprehensive data on household food insecurity](#)

[Sahut, C. et al. \(2021\). La tarification sociale, une introduction](#)

[Coalition québécoise sur la problématique du poids. \(2022\). Les coupons nourriciers : une solution pour lutter contre l'insécurité alimentaire](#)

[Table québécoise sur la saine alimentation et al. \(2021\). Accès universel à une offre alimentaire de qualité au Québec : actions, besoins et collaborations intersectorielles](#)